

Compte rendu de séance

Séance du 12 Avril 2017

L' an 2017 et le 12 Avril à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances , sous la présidence de VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : BOURCIER Joelle, CAYTEL Marie Louise, FLORIOT Anne-Marie, LEGOUPIL Carole, MM : CONTAUX Jean-Benoît, FIEUTELOT Guy, GARILLON Christian, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, SENESSION Laurent

Excusé(s) ayant donné procuration : Mmes : LASSALLE Cécile à M. VAGNE Daniel, PIERROT Myriam à M. CONTAUX Jean-Benoît, M. MAYOUD Stéphane à Mme FLORIOT Anne-Marie

Absent(s) : Mme PETIT Angélique

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 11

Date de la convocation : 05/04/2017

Date d'affichage : 05/04/2017

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture de NEUFCHATEAU
le : 13 avril 2017

et publication ou notification
du : 13 avril 2017

A été nommé(e) secrétaire : Mme FLORIOT Anne-Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

BUDGET PRIMITIF 2017 FORETS - 2017/019
BUDGET PRIMITIF 2017 TRESORERIE - 2017/020
BUDGET PRIMITIF 2017 EAU ET ASSAINISSEMENT - 2017/021
PRIX DE L'EAU 2018 - 2017/022
BUDGET PRIMITIF 2017 CHAUFFERIE BOIS - 2017/023
BUDGET PRIMITIF 2017 COMMUNE - 2017/024
FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES - 2017/025
REGIME INDEMNITAIRE - 2017/026
TRAVAUX EAU 2017 REHABILITATION DU RESERVOIR
ET PROTECTION DU PERIMETRE DUP - 2017/027
LOCATION TERRAIN DE LA GARE - 2017/028
INDEMNITES DU MAIRE ET DES ADJOINTS - 2017/029

BUDGET PRIMITIF 2017 FORETS

réf : 2017/019

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2017 forêts qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 551 648.77 €
en dépenses et recettes d'investissement à 111 246.75 €.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2017 TRESORERIE

réf : 2017/020

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2017 Trésorerie qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 25 232.39 €
en dépenses et recettes d'investissement à 42 472.44 €.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2017 EAU ET ASSAINISSEMENT

réf : 2017/021

Le conseil municipal

- adopte le budget primitif 2017 SERVICE DES EAUX qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 194 811.05 €
en dépenses et recettes d'investissement à 423 729.52 €.

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 2)

PRIX DE L'EAU 2018

réf : 2017/022

Le conseil municipal fixe les tarifs eau à compter du 1er janvier 2018 comme suit :

Eau :

de 0 à 500 m3 : 1.90 €

plus de 500 m3 : 1.59 €

Branchement compteur : 15 €

Taxe assainissement : 0.40 €

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2017 CHAUFFERIE BOIS

réf : 2017/023

Le conseil municipal adopte le budget primitif 2017 chaufferie bois qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 274 738.58 €
en dépenses et recettes d'investissement à 125 200.41 €.

A la majorité (pour : 12 contre : 2 abstentions : 0)

BUDGET PRIMITIF 2017 COMMUNE

réf : 2017/024

Le Conseil Municipal adopte le budget primitif 2017 commune qui s'équilibre :
en dépenses et recettes de fonctionnement à 881 855.26 €
en dépenses et recettes d'investissement à 774 286.37 €.

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 2)

FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES

réf : 2017/025

Le conseil Municipal ne modifie pas les taux des taxes locales qui se définissent comme suit :

taxe d'habitation : 12.08 %

taxe foncière sur le foncier bâti : 9.12 %

taxe foncière sur le foncier non bâti : 13.57 %
CFE : 11.70 %

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

REGIME INDEMNITAIRE

réf : 2017/026

Vu l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale aux termes duquel l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local fixe les régimes indemnitaires du personnel en relevant dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 91-298 du 20 Mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n° 91-875 du 6 Septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26/01/1984 visée ci-dessus en vertu duquel, l'assemblée délibérante fixe dans les limites prévues à l'article 88 :

- la nature
- les conditions d'attribution
- et le taux moyen des indemnités applicables aux fonctionnaires

et précisant d'autre part, que pour la détermination du montant des indemnités, seuls sont pris en compte les emplois inscrits au budget effectivement pourvus, l'autorité territoriale déterminant, quant à elle, dans cette limite, le taux individuel applicable à chaque fonctionnaire,

Vu la délibération en date du 13 décembre 2001 relative à l'aménagement et à la réduction du temps de travail intervenue au regard des décrets n° 2000-815 du 25/08/00 et n° 2001-623 du 12 Juillet 2001 portant sur ledit objet,

Vu le décret n° 2002-63 du 14/01/2002 modifié relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés et l'arrêté du 14/01/2002 qui en fixe les montants moyens annuels,

Vu le décret 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Vu l'annexe du décret du 6 Septembre 1991 visé ci-dessus relative aux équivalences de fonctions entre Fonction Publique d'Etat et Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau des effectifs arrêté en dernier lieu au 12 avril 2017,

Vu les nécessités de service,

Le Conseil Municipal,

Décide,

de renouveler à compter du 1er janvier 2017 :

* l'INDEMNITE FORFAITAIRE POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES ELECTIONS : 1 bénéficiaire

Fixe ainsi qu'il suit,

1 Attaché principal ,

Elections :

Base IFTS en vigueur et actualisé, au taux moyen, coefficient multiplié par 2.

INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (IHTS) : 7 bénéficiaires

Fixe ainsi qu'il suit,

1 adjoint administratif de 1ère classe

2 adjoints administratifs de 2ème classe

1 adjoint technique de 1ère classe

2 adjoints techniques de 2ème classe

1 adjoint technique principal de 2ème classe

dit,

- que les crédits sont ouverts et inscrits au budget primitif 2016.
- précise en dernier lieu,
- que le régime des IHTS est élargi aux agents non titulaires,
- que le versement interviendra selon un rythme mensuel,
- que les modalités de versements prennent effet immédiatement

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

TRAVAUX EAU 2017 REHABILITATION DU RESERVOIR ET PROTECTION DU PERIMETRE DUP

réf : 2017/027

Monsieur le Maire explique au conseil municipal le programme de travaux d'eau pluriannuel :
pour 2017 :

la réhabilitation du réservoir existant ,	104 900 €
la protection du périmètre de captage DUP	14 800 €
la construction d'un réservoir de 150 m3 pour un montant de	159 000 € soit un total de 278 700 €.

subventionnable par le conseil départemental à 21 %

pour 2018 :

2 réserves de protection incendie de 120 m3 à Aureil maison	52 100 €,
et protection incendie chemin de la Maillarde	23 600 € soit un total de 75 700 €.

Le conseil municipal accepte le programme de travaux pour 2017 :

- attribue une enveloppe budgétaire de 278 700 € ,
- les crédits étant inscrits au BP 2017 cpte 2318,
- sollicite la subvention départementale pour le financement de ces travaux.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

LOCATION TERRAIN DE LA GARE

réf : 2017/028

Le Conseil Municipal décide de louer le terrain de la Gare de Lamarche parcelle ZR n° 54 au tarif de 90€/ha et par an sous forme de convention d'occupation précaire pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017 à Monsieur Philippe MERLIN.

A la majorité (pour : 12 contre : 1 abstentions : 1)

INDEMNITES DU MAIRE ET DES ADJOINTS

réf : 2017/029

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2123-23 et L 2123-24 du code général des collectivités territoriales.

Vu le Décret n° 2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration à compter du 1er juillet 2016 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation - JO du 26 mai 2016.

Les montants maxima bruts mensuels des indemnités de fonction des élus locaux sont revalorisés à compter du 1er février 2017 sur la base de l'Indice brut terminal .

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer, dans les conditions prévues par la loi, les indemnités de fonctions versées au Maire et aux Adjointes étant entendu que des crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 ,compte 6531.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide et avec effet **rétroactif au 1er janvier 2017**:

- de fixer les indemnités du maire et des adjoints sur la base de l'indice brut terminal,
- les indemnités subiront automatiquement et immédiatement les majorations correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

A la majorité (pour : 12 contre : 0 abstentions : 2)

Séance levée à: 22 h00 En mairie, le 13/04/2017

Le Maire, Daniel VAGNE